

BOMBARDEMENTS DE L'ARMÉE TURQUE EN SYRIE

Trentre-cinq éléments de l'EI tués

Un total de 35 éléments de l'organisation autoproclamée «Etat islamique» (Daesh) ont été tués hier dans des bombardements menés par l'aviation militaire turque dans la province de Kilis, près de la frontière avec la Syrie, ont rapporté des médias locaux citant des services du Premier ministre turc.

Trois avions de chasse F-16 ont bombardé les cibles de Daesh dans la région syrienne de Bab, près du village de Seve de la province de Kilis, tuant 35 membres de l'EI, a rapporté hier l'agence de presse privée Dogan.

Lors de l'opération, les trois F-16 ont décollé d'une base aérienne dans le sud-est de la Turquie, bombardant pendant cinq minutes trois cibles de l'EI en territoire syrien avant de

regagner la base, ont indiqué le bureau du Premier ministre turc dans un communiqué.

Ces raids aériens sont intervenus après une réunion de sécurité tenue par le Premier ministre turc Ahmet Davutoglu jeudi soir à Ankara.

Plus tôt jeudi, un soldat turc a été tué et deux autres ont été blessés dans la province de Kilis (sud), par des tirs venant d'une région syrienne occupée par Daesh, a indiqué l'agence de

presse d'Etat Anadolu. L'armée turque a lancé des contre-offensives, et un terroriste de Daesh a été tué lors des affrontements qui ont suivi, a ajouté l'agence.

Cette semaine a également été marquée par un attentat-suicide lundi à Suruc, dans la province turque de Sarniurfa, ayant fait 32 morts et 104 blessés.

Parallèlement, la Turquie a accepté d'étendre sa coopération avec les Etats-Unis contre l'EI, en autorisant notamment Washington à utiliser plusieurs de ses bases aériennes dont celle d'Incirlik, dans le sud du pays, selon des responsables américains jeudi.



Photos : DR

La Turquie a mené ses premiers raids aériens contre des positions djihadistes en Syrie, ce vendredi.

ÉTATS-UNIS

Demande d'enquête criminelle sur les emails de Hillary Clinton



Deux enquêteurs ont demandé au département américain de la Justice d'ouvrir une enquête criminelle pour savoir si Hillary Clinton avait commis une faute en utilisant une boîte email privée pour des correspondances gouvernementales à l'époque où elle dirigeait le département d'Etat, a rapporté hier le *New York Times*. Cette demande fait suite à un mémorandum du 29 juin dernier, dans lequel des inspecteurs généraux du département d'Etat et des services de renseignement selon lequel le compte privé de M^{me} Clinton contenait «des centaines d'emails potentiellement classifiés». Le document, selon le journal, a été rédigé à l'intention du sous-secrétaire d'Etat chargé des affaires administratives, Patrick Kennedy.

Les inspecteurs généraux sont chargés d'enquêtes internes au sein d'une agence gouvernementale. Le département de la Justice n'a pas encore pris de décision sur l'ouverture d'une enquête, ont indiqué des responsables officiels au quotidien new-yorkais. M^{me} Clinton, ancienne première dame des Etats-Unis, a dirigé la diplomatie américaine de 2009 à 2013. Elle est aujourd'hui candidate à l'investiture démocrate pour l'élection présidentielle de l'an prochain.

La polémique porte sur le fait que ces emails ont été envoyés ou reçus sur une messagerie et un serveur privés et non sur un compte gouvernemental, comme c'est la règle. En outre, une partie de ces correspondances traitent de la Libye et notamment de l'attentat islamiste contre le consulat américain de Benghazi le 11 septembre 2012 qui avait coûté la vie à l'ambassadeur Christopher Stevens et à trois autres agents américains. L'administration démocrate et M^{me} Clinton sont accusées par des républicains au Congrès de chercher à dissimuler une partie des faits sur cette attaque. M^{me} Clinton a démenti la présence d'informations classifiées sur son compte privé, et accuse ses adversaires de chercher à nuire à sa candidature en montant la controverse en épingle. Elle a remis au département d'Etat quelque 30 000 emails, imprimés sur 55 000 pages.

SELON LE MINISTRE SYRIEN DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES

L'accord nucléaire n'influera pas sur l'alliance Damas-Téhéran

Le chef de la diplomatie syrienne Walid Mouallem a affirmé hier que l'accord nucléaire conclu entre les grandes puissances et l'Iran n'influera en aucun cas sur le soutien constant apporté par Téhéran au pouvoir en Syrie, pays ravagé par la guerre.

La République islamique d'Iran est le principal allié régional du régime de Bachar Al-Assad à qui elle fournit une aide militaire et économique dans sa guerre contre des groupes rebelles divers depuis plus de quatre ans.

L'accord nucléaire a été conclu le 14 juillet et les Etats-Unis et la France, principaux interlocuteurs de l'Iran dans les négociations et hostiles au régime Assad, ont ensuite dit que l'Iran avait un rôle à jouer dans un règlement du conflit.

«Certains, en tête desquels les Etats-Unis, se font des illusions» en pensant que «l'accord permettra à l'Occident d'influencer la position iranienne dans le



Le chef de la diplomatie syrienne Walid Mouallem.

conflit», a dit M. Mouallem devant un forum antiterroriste à Damas, en présence du ministre iranien de la Culture Ali Janati

et de responsables du Hezbollah libanais. «La position de l'Iran face à la crise n'a pas changé. Ce pays a présenté toutes sortes de soutiens au peuple syrien dans sa lutte contre le terrorisme, avant, durant et après l'accord nucléaire, et ce soutien se poursuivra», a-t-il ajouté.

Pour M. Mouallem, «l'accord historique» en vertu duquel Téhéran a accepté de réduire ses capacités nucléaires sensibles en échange d'une levée progressive des sanctions internationales, constitue «une reconnaissance claire de l'importance du rôle de l'Iran dans la région et le monde».

«L'Iran est entré sur la scène internationale par la grande porte et tant que notre allié est fort nous resterons forts», a-t-il encore dit.

Le ministre syrien n'a pas fait allusion à l'intervention de la Turquie voisine dans le conflit en Syrie, où elle a pour la première fois mené hier vendredi un raid aérien contre des positions du groupe terroriste Etat islamique (Daesh) après des bombardements à l'artillerie sur les cibles djihadistes.

RUSSIE

Un chef ultranationaliste condamné à la perpétuité pour le meurtre d'un avocat

Le chef d'un groupuscule ultranationaliste a été condamné mercredi à la réclusion à perpétuité par un tribunal moscovite pour avoir organisé une série de crimes, parmi lesquels le meurtre d'un célèbre avocat des droits de l'Homme en 2009.

«Ilia Goriatchev a été condamné à la prison à vie par le tribunal municipal de Moscou», a annoncé le Comité d'enquête russe dans un communiqué.

Cet ancien journaliste de 33 ans a été reconnu coupable d'avoir commandité le meurtre de l'avocat Stanislav Markelov, 34 ans, tué par balle en pleine rue le 19 janvier 2009 à Moscou alors qu'il sortait d'une conférence de presse.

La journaliste Anastassia Babourova, 25 ans, qui travaillait pour le journal d'oppo-

sition Novaïa Gazeta et se trouvait alors aux côtés de l'avocat, avait été tuée elle aussi.

L'auteur du meurtre, le militant ultranationaliste Nikita Tikhonov, a déjà été condamné à la perpétuité pour ce double meurtre et sa compagne, Evguenia Khassiss, à 18 ans de détention pour complicité.

«Ilia Goriatchev a donné l'ordre à Tikhonov de tuer M. Markelov», ont conclu les enquêteurs, cités dans le communiqué. Il ressentait «une haine idéologique»

envers l'avocat en raison de «ses activités professionnelles de défense des victimes» d'agression racistes, est-il précisé.

Selon le Comité d'enquête, Nikita Tikhonov et Ilia Goriatchev avaient co-fondé en 2008 l'Organisation combattante des nationalistes russes (BORN), un groupuscule «très organisé» et «lourdement armé».

Cet ancien étudiant en histoire, qui avait travaillé pour une chaîne de télévision orthodoxe et écrit pour plusieurs magazines russes, assure aussi avoir collaboré avec deux députés russes.

Les membres de Born ont commis de nombreux crimes parmi lesquels l'assassinat d'un juge, de militants anti-

fascistes ou d'immigrés, ont rappelé les enquêteurs.

«Le but de ce groupe était de commettre des crimes extrémistes et des attaques contre des civils, motivés par une haine idéologique et nationaliste, et d'attenter à la vie de représentants de la loi», a déclaré le Comité d'enquête.

En avril, trois membres de Born avaient déjà été condamnés à la prison à vie pour meurtres et tentatives de meurtre.

Ilia Goriatchev avait fui la Russie en 2010 après avoir été interrogé en tant que témoin dans l'affaire Markelov. Il a été arrêté en Serbie en 2013 avant d'être extradé.